

Changement climatique et familles politiques en Europe.

Entre soutien et résistance aux politiques climatiques

Karin MOEHLER, Grégory PIET, Edwin ZACCAI

Introduction

Le changement climatique constitue une thématique politique relativement récente dans les agendas politiques et électoraux. Souvent, dans le grand public, la question climatique est perçue à travers la médiatisation des grands sommets des Nations Unies consacrés à cette problématique (Rio de Janeiro en 1992, Kyoto en 1997, Copenhague en 2009, Paris en 2015, etc.). Mais les positions que défendent les différents pays lors de ces réunions ont bien entendu été préalablement construites, entre autres, sur les scènes nationales.

Les partis politiques sont à la fois les reflets des opinions publiques et les initiateurs des régulières redéfinitions des orientations politiques qui entourent la thématique du changement climatique. Ils filtrent également les demandes politiques de la société civile qui paraissent compatibles avec leur programme et leur faisabilité, et les transforment. Aux États-Unis, la polarisation politique autour de la question du changement climatique est aisément détectable¹. Le Republican Party se montre fortement critique, non seulement à l'égard des politiques climatiques discutées dans les cénacles de l'ONU, mais aussi, pour une part de ce courant, quant à l'existence du phénomène du changement climatique d'origine humaine. Ce type de position est particulièrement présent au sein du Tea Party. À l'inverse, le Democratic Party se montre nettement plus favorable à des objectifs climatiques, de même que, à l'instar du président Barack Obama ou du vice-président Al Gore précédemment, il reconnaît sans ambiguïté la réalité de ce phénomène physique, l'estime inquiétant et devant motiver l'action.

Qu'en est-il en Europe ? L'opinion publique s'y déclare majoritairement convaincue de la réalité de changements climatiques d'origine anthropique et la trouve préoccupante, même s'il existe une part significative de la population qui en doute. Ce scepticisme se traduit-il toutefois dans les programmes électoraux de certains partis politiques, à l'instar de ce que l'on constate aux États-Unis ? Telle a été la question à la base du présent *Courrier hebdomadaire*². Annonçons cependant d'emblée que ce que nous désignerons ici par « climato-scepticisme », au sens strict de mise en doute du changement climatique d'origine humaine, n'est qu'un aspect assez partiel de cette étude. Nos résultats révèlent en effet que cette position climato-sceptique est extrêmement minoritaire parmi les formations politiques d'Europe.

Il est avéré que, s'il existe de nombreuses questions d'ordre scientifique à l'égard du phénomène relativement nouveau et marqué par de nombreuses incertitudes qu'est le changement climatique, il existe aussi un scepticisme volontairement entretenu dans le but de

¹ On ne développera pas ici la situation aux États-Unis, qui fait l'objet de beaucoup de travaux. Cf. à ce sujet plusieurs références dans les notes qui suivront (Oreskes, Bullard, Skepticalscience.com) auxquelles on ajoutera de nombreux travaux de Riley Dunlap.

² Question qui a été explorée tout d'abord dans Möhler K., *Analyse de la polarisation politique autour de la question climatique dans l'Union européenne*, Mémoire de master en sciences et gestion de l'environnement, Université libre de Bruxelles. 2014.

freiner les politiques climatiques ressenties parfois comme dommageables à l'économie par certains acteurs³. Dans cette perspective, la mise en cause du phénomène lui-même constitue l'une des multiples positions de réserve ou d'opposition qui existent par rapport aux politiques climatiques en cours ou en projet, et une position très minoritaire dans les programmes des partis. Comme on le verra dans cette étude, dans le spectre des partis européens, les réticences et résistances aux politiques climatiques se révèlent plus présentes que le climato-scepticisme défini ici comme des doutes explicites sur l'existence et la portée du réchauffement climatique en s'écartant du consensus scientifique. Notre étude se focalise particulièrement sur ce type de positions de résistance par rapport à l'importance du phénomène climatique et aux politiques menées pour le contrer, que ce soit en incluant ou non des doutes quant au phénomène lui-même. Elle cherche également à établir dans quelle mesure, sur la scène européenne, ces discours se retrouvent plus particulièrement dans certaines familles politiques.

Ce faisant nous nous focalisons volontairement sur une différenciation particulière des discours des partis politiques sur les questions climatiques. Comme nous l'avons dit, notre question de départ était inspirée de la situation aux Etats-Unis quant au climato-scepticisme répandu sous différentes formes dans des formations politiques. Nous n'avons pas trouvé d'étude systématique sur ce point appliquée aux partis européens, et nous souhaitons contribuer à combler cette lacune. En revanche, il est évident que de nombreuses différences de positionnement existent au sein de la grande majorité des partis qui acceptent le consensus scientifique sur le climat et promeuvent peu ou prou des politiques climatiques (le plus souvent inspirées par le niveau européen, voir ci-après). Malgré le grand intérêt de ces questions, on ne trouvera pas dans notre article d'étude de positionnement portant sur cette large frange des partis, vu notre question de recherche principale et le format de la présente étude.

Nous avons analysé les programmes électoraux élaborés par 47 partis politiques en vue du scrutin européen de mai 2014. Quatre catégories en relation avec le changement climatique et avec les politiques menées à son encontre ont été établies. La première catégorie (A) regroupe les partis climato-sceptiques au sens défini ci-dessus (mettant en doute le consensus scientifique à ce sujet). Dans la deuxième (B), sont rangés les partis qui estiment que le problème est très exagéré, mais qui peuvent à l'occasion prôner certaines mesures partielles qui seraient conformes à des politiques favorables à cet égard, via par exemple la promotion d'énergies renouvelables. Dans la troisième (C), se trouvent les partis qui ne se réfèrent pas au changement climatique ou qui n'adhèrent pas explicitement aux objectifs climatiques, mais qui développent un discours et proposent des mesures relativement compatibles avec la prévention du changement climatique. Enfin, la quatrième catégorie (D), de loin la plus large et fournie, regroupe les très nombreux partis en phase avec les grandes lignes de la politique européenne sur le climat.

Après avoir posé le cadre de la problématique et avoir présenté la méthodologie mise en œuvre, l'exposé se structurera en trois parties. La première sera consacrée à la Belgique : elle proposera une vue d'ensemble des positions des principaux partis politiques belges (à savoir ceux ayant obtenu moins un élu à la Chambre des représentants suite aux élections fédérales du 25 mai 2014) vis-à-vis du changement climatique. La deuxième concernera les partis

³ Zaccai E., Gemenne F., Decroly JM. (dir.), *Controverses climatiques, sciences et politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

politiques des quatre pays qui comptent le plus grand nombre de députés au Parlement européen : l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. Enfin, la troisième partie aura trait aux partis membres de trois groupes politiques du Parlement européen : le groupe des Conservateurs et réformistes européens (groupe CRE), le groupe Europe libertés démocratie (groupe ELD) et le groupe de l'Alliance européenne pour la liberté (groupe AEL).